

Paris, le 5 JUIN 2021

n° 6274/SG

à

Mesdames et Messieurs les préfets

Objet : Circulaire relative à la mise en œuvre de comité de concertation départementaux portant sur l'accès aux réseaux de communication électroniques fixes et mobiles

La résorption de la fracture numérique représente un défi majeur pour la cohésion et la compétitivité des territoires. Il s'agit d'une priorité de l'action du Gouvernement, qui a engagé une série d'actions concrètes et coordonnées pour renforcer l'attractivité des territoires et garantir l'accès aux réseaux fixes et mobiles.

En matière de réseaux mobiles, le Gouvernement et les opérateurs mobiles sont parvenus à un accord historique en janvier 2018 qui vise à généraliser la couverture mobile de qualité sur l'ensemble du territoire métropolitain (eu égard au périmètre des licences des opérateurs, un dispositif spécifique est envisagé pour les territoires d'outre-mer dans le cadre de procédures d'attribution de fréquences actuellement en cours de finalisation). Cet accord prévoit plus de 3 milliards d'euros d'investissements supplémentaires portés par les opérateurs et comporte plusieurs engagements pris sous le contrôle de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (ARCEP), qui peut en sanctionner les éventuels manquements :

- le déploiement massif de la 4G au sein des réseaux existants des opérateurs (pylônes n'offrant en 2018 qu'un service 2G/3G) avant la fin 2020¹ ;
- le renforcement de la couverture des axes de transports ferroviaires et routiers ;
- le déploiement des solutions de 4G fixe (accès à Internet fixe via le réseau mobile) ;
- et un dispositif dit de couverture ciblée permettant la mise en service de 5 000 nouveaux sites par opérateur (le cas échéant, mutualisés) pour assurer une couverture mobile sur les zones aujourd'hui en souffrance. Ce mécanisme est mis en œuvre depuis 2018 au rythme de 600 à 800 sites par an et par opérateur, sur la base de listes transmises à ces derniers par le Gouvernement, à partir des besoins identifiés localement en coordination avec les collectivités territoriales. Près de 3 000 sites ont déjà été identifiés dans ce cadre et 778 sites ont été mis en service par les opérateurs.

¹ À l'exception de 25 % des sites des programmes « zones blanches-centres bourgs », qui passeront en 4G d'ici à la fin de l'année 2022.

En matière de réseaux fixes, le plan France Très Haut Débit doit permettre de couvrir l'intégralité du territoire en très haut débit d'ici fin 2022, c'est-à-dire proposer une solution d'accès fixe à Internet performante à l'ensemble des foyers, des entreprises et des administrations publiques (au moins 30 Mbit/sec). Le Gouvernement vise par ailleurs la généralisation de la fibre à l'horizon 2025. Pour atteindre ces objectifs, ce plan s'appuie sur le recours à différentes technologies et vise en particulier le déploiement de réseaux de fibre optique jusqu'à l'abonné (FttH). Il mobilise un investissement de plus de 20 milliards d'euros, partagé entre les opérateurs privés et les collectivités territoriales qui bénéficient d'une enveloppe de subvention de l'État de 3,57 milliards d'euros. À la fin de l'année 2020, plus de 24 millions de locaux étaient déjà couverts en FttH.

Tous nos territoires ne disposent donc pas encore d'un accès à la fibre optique et un certain nombre d'entre eux sont encore dépendants du réseau cuivre historique déployé par l'opérateur historique Orange, pour la téléphonie et l'accès à internet (en DSL, « *Digital Subscriber Line* »). La maintenance de ce réseau nécessite des moyens importants du fait de son vieillissement, mais aussi d'événements externes (actes de malveillance, événements climatiques). La période actuelle de transition vers la fibre optique ne doit pas s'accompagner d'un relâchement des efforts, notamment sur les zones non-fibrées, pour maintenir un bon niveau de qualité de service sur le réseau cuivre.

En conséquence, le Gouvernement a demandé à Orange de prendre des mesures supplémentaires pour améliorer la qualité globale du réseau et le renforcer dans les territoires connaissant le plus de difficultés. En réponse à cette demande, Orange a élaboré un plan d'action sur la qualité du réseau cuivre ambitieux et a pris des engagements forts (cf. annexe).

La mise en place d'un comité de concertation et de suivi départemental

Pour assurer le suivi de l'ensemble des objectifs fixés en matière de déploiement et de modernisation des réseaux numériques et téléphoniques, il vous est suggéré de créer, à l'instar de la commission postale de présence territoriale, un comité départemental de concertation et de suivi, portant sur l'accès aux réseaux de communications électroniques fixes et mobiles, placé sous votre présidence.

La coopération locale, nécessaire pour répondre aux attentes des usagers du réseau cuivre et plus largement des réseaux fixe et mobile, doit en effet être renforcée.

Composition

La composition de ce comité de concertation départemental est à votre discrétion. Il pourra utilement comprendre des représentants des élus locaux des différentes collectivités locales concernées et les opérateurs de communications électroniques, dont l'opérateur historique Orange (seul compétent pour les sujets relatifs à l'entretien de la boucle cuivre locale). Enfin, ce comité s'appuiera sur les équipes-projets dédiées à la mise en œuvre du dispositif de couverture ciblée, telle que prévue par l'instruction n° TERR1820008C du 18 juillet 2018 relative à la mise en œuvre du nouveau dispositif d'amélioration de la couverture en téléphonie mobile.

Tout en préservant un temps d'échange et d'analyse entre personnes publiques, vous pourrez convier, en tant que de besoin, d'autres acteurs publics ou privés, si vous le jugez pertinent, pour apporter une expertise spécifique sur les aspects techniques et opérationnels.

Organisation

Ce comité de concertation et de suivi permettra :

- aux élus locaux, de partager les difficultés recensées dans leur territoire et d'identifier leurs priorités ;
- et aux opérateurs fixes et mobiles présents sur le territoire, le cas échéant, d'objectiver les problématiques locales en présentant un état des lieux, des faits marquants, des éventuelles difficultés et des actions menées passées et à venir.

Le comité pourra prévoir :

- des temps d'échange spécifiques pour l'identification des zones à couvrir en priorité par les opérateurs mobiles dans le cadre du dispositif de couverture ciblé, en cohérence avec les travaux des équipes-projet locales organisés conformément l'instruction n° TERR182008C du 18 juillet 2018 : les comités de concertation départementaux et les équipes-projet locales ont vocation à fusionner, lorsqu'ils sont tous deux organisés à l'échelle départementale. Dans le cas où les équipes-projet locales sont organisées à l'échelle pluri-départementale ou régionale, les deux instances seront organisées de manière distincte ; ce premier temps d'échange, d'analyse et de choix des zones à couvrir prioritairement se tiendra entre personnes publiques ;
- des temps d'échange sur le déploiement des réseaux de fibre optique, en zone privée ou publique, en présence notamment des opérateurs d'infrastructure présents sur le territoire ;
- et des temps d'échange spécifiques sur la qualité du réseau de cuivre, en présence de l'opérateur Orange, dans les départements dans lesquels les élus locaux en expriment le souhait. Ces points permettront d'identifier les besoins de coordination nécessaires à la bonne exécution des actions de maintenance et d'assurer un suivi conjoint de la mise en œuvre opérationnelle des actions de résolution menées par Orange².

Les travaux de ces comités pourront faire l'objet d'une synthèse adressée, en particulier, à la direction générale des entreprises (DGE) et à l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT). Les travaux de ces comités pourront s'articuler avec les commissions régionales de stratégie numérique (circulaire n° 5911/SG du 17 février 2017 relative à la mise en œuvre de Commissions régionales de stratégie numérique), selon les modalités que vous jugerez pertinentes.

Pour mener ces actions, vous bénéficierez de ressources élaborées par les services de la DGE et de l'ANCT.

L'accès au numérique et aux nouvelles technologies ne doivent pas être cause de fracture au sein même de nos territoires. Nous savons pouvoir compter sur votre mobilisation et celle de vos services.


Jean CASTEX

² Il convient de préciser qu'Orange, en tant qu'opérateur privé propriétaire et exploitant de la boucle locale de cuivre, reste décideur des plans d'actions à lancer et des moyens alloués à la maintenance, qui demeurent à sa charge et sous sa seule responsabilité.

Annexe Détails de plan d'Orange

Le Gouvernement attache une importance particulière à ce que les usagers de ce réseau ne souffrent pas de la transition vers la fibre : la qualité du réseau cuivre **est une condition du bon déroulement de cette transition**. Fort de cette conviction, le Gouvernement a demandé à Orange de prendre des mesures supplémentaires pour **améliorer la qualité globale du réseau et soulager les zones en souffrance**. L'ensemble de ces mesures constitue le plan d'action dévoilé par Orange.

En particulier, Orange s'est engagé à :

- i) maintenir jusqu'en 2023 les offres qui relevaient jusqu'à fin 2020 du service universel téléphonique³ (« abonnement principal » et « réduction sociale téléphonique ») ;
- ii) maintenir, pour l'année 2021, le budget de l'entretien du réseau cuivre à 500 millions d'euros, malgré un nombre de lignes actives en forte décroissance, dont 100 millions d'euros dédiés à la maintenance préventive ;
- iii) allouer, pour l'année 2021, 10 millions d'euros supplémentaires à 17 territoires prioritaires concernant 22 départements ;
- iv) fournir une solution de secours en 24 heures maximum à partir du signalement de l'incident, sous réserve d'une couverture mobile (en cas d'incident majeur entraînant l'interruption de toute connectivité sur une portion du réseau, une solution de connectivité collective satellitaire sera mise à disposition en mairie) ;
- v) renforcer son recrutement avec 123 nouveaux postes priorités dans les départements en tension et une augmentation de 30 % des effectifs nationaux de gestion de crise.

³ Maintien des tarifs en vigueur pour 2021, soit 17,96 € pour l'offre « abonnement principal » et 6,49 € pour l'offre « Réduction Sociale Téléphonique » (y compris les tarifs des communications).